

PIECE N° 2  
REGLEMENT DE LA CONSULTATION

- Absence of an agreement as a recognised distributor of phytosanitary products, furthermore a letter from the company bearing the certification granting the tenderer the possibility to postulate to this tender; of the approval of the MINARD of current validity.
- Absence of the declaration on the Honour to have given up a market during three last years and only the company is not reproduced on the list of the failing companies annually established by the Minister for the Public Markets.

**15. Attribution**

The Contracting Authority shall attribute the contract to the tenderer who is in conformity with the specifications of the tender Document, displays technical and financial capacities to execute the contract and who has been evaluated as the least bidder.

**16. Validity of offers**

Bidders will remain committed to their tenders for a maximum period of **sixty (60) days** from the deadline set for the submission of tenders.

**17. Complementary information**

Complementary technical information may be obtained during working hours from the Contract's Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé telephone: 222 22 16 24.

**18. Denunciations**

For any act of corruption kindly call or send an SMS to MINMAP at the following numbers 673 20 57 25 or 699 37 07 48.

Done in Yaounde, the 12 AVR 2019

The Minister  
  
 Gabriel MBAIROBE

**Copies:**

- ARMP
- Chairpersons of Tender Board
- Contracts Service

Paix - Travail - Patrie

MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL



MINISTRY OF AGRICULTURE  
AND RURAL DEVELOPMENT

MAITRE D'OUVRAGE :

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

AUTORITE CONTRACTANTE :

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

COMMISSION COMPETENTE :

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES AUPRES DU MINISTRE DE  
L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**AVIS DE CONSULTATION OUVERTE POUR LA DEMANDE DE COFATION  
N°015/DC/MINADER/PNDCE/CIPM/2019 DU..... RELATIVE A  
L'ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES ENGRAIS AU PROJET NATIONAL  
DE DEVELOPPEMENT DES CULTURES FRUITIÈRES (PNDCE)**

Délai de livraison : Un (01) mois

FINANCEMENT : BIP MINADER - BUDGET DU PNDCE, EXERCICE 2019

D'IMPUTATION : 53 30 392 01 330001 2275

Dossier de Consultation

MARS 2019

# SOMMAIRE

PIECE N° 1 :	L'AVIS DE CONSULTATION OUVERTE (ACO).....	3
PIECE N° 2 :	LE REGLEMENT DE CONSULTATION.....	10
PIECE N° 3 :	LE SPECIFICATION TECHNIQUE (ST).....	15
PIECE N° 4 :	LE CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES.....	17
PIECE N° 5 :	LE CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF .....	19
PIECE N° 6 :	LE TABLEAU DE COMPARAISON DES OFFRES.....	21
PIECE N° 7 :	LE MODELE DE LA LETTRE DE LA LETTRE COMMANDE.....	23
PIECE N°8 :	LES MODELES DES PIECES .....	37
PIECE N°9:	LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS DE PREMIER RANG AGREES PAR LE MINISTRE DES FINANCES, AUTORISES A EMETTRE LES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS.....	42

**PIECE : N° 1**  
**AVIS DE CONSULTATION**  
**(Version Française et Anglaise)**



AVIS DE CONSULTATION OUVERTE POUR LA DEMANDE DE COTATION N°015/DC/MINADER/PNDGF/CIPM  
/2019 DU 2 AVR 2019 RELATIVE A L'ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES ENGRAIS AU PROJET NATIONAL DE  
DEVELOPPEMENT DES CULTURES FRUITIERES (PNDGF).

**FINANCEMENT : BIP MINADER - Budget du PNDGF, Exercice 2019**

**1- Objet de la consultation**

Dans le cadre de l'augmentation de la production agricole, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Projet National du Développement des Cultures Fruitières (PNDGF), un Avis de Consultation Ouverte pour la Demande de Cotation relative à la fourniture des engrais.

**2- Consistance de la prestation**

La prestation objet de la présente Lettre Commande comprend la fourniture de :

N°	Désignation	Quantité
01	Urée 46%N (sac de 50kg)	277
02	21% Sulfate d'ammoniac et 24% sulfate (sac de 50Kg)	277
03	NPK 20:10:10 (sac de 50 kg)	277

**3- Délai et lieu de livraison**

3.1. Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures objet de la présente Consultation est de un (01) mois calendaire. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de service de commencer les prestations.

3.2. Les fournitures objet de la présente Lettre Commande seront livrées dans les magasins du MINADER à Yaoundé/Nkolbisson.

**4. Allotissement**

La présente Consultation comporte un lot unique.

**5. Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération est de quinze millions (15 000 000) de Francs CFA TTC.

**6. Participation et origine**

La participation à la Consultation est ouverte à égalité de conditions aux Sociétés et Entreprises de droit Camerounaise exerçant dans le domaine.

**7. Financement**

Les prestations objet de la présente consultation seront financées par le BIP MINADER - Budget du PNDGF; exercice 2019, Imputation : 53 30 392 01 330001 2275.

**8. Cautionnement de soumission**

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission établi par un établissement bancaire ou organisme financier habilité par le Ministre chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 09 de DC d'un montant de trois cent mille (300 000) francs CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Conformément à l'Article 90 (7) du Code des Marchés Publics qui stipule que les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux, ainsi que les organismes de la société civile peuvent produire, à la place de la caution de soumission, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit un hypothèques légale, soit une caution d'un Ets bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

#### **9. Consultation du Dossier de Consultation**

Le dossier de consultation peut être consulté aux heures ouvrables, au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Direction des Ressources financières et du Patrimoine/Service des Marchés à Yaoundé, 3<sup>ème</sup> chalet, Tel : 222 22 16 24, Fax 222 22 50 91.

#### **10. Acquisition du Dossier de Consultation**

Le dossier de consultation peut être obtenu au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Direction des Ressources financières et du Patrimoine/Service des Marchés à Yaoundé, 3<sup>ème</sup> chalet Tel : 222 22 16 24 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de vingt-six mille (26 000) francs CFA payable au Trésor Public territorialement compétent.

Par ailleurs les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète (boîte postale, Téléphone, Télécopie, e-mail)

#### **11. Remise des Offres**

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme tels, devra parvenir au Service des Marchés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, au plus tard le **02. MAI. 2019** à **15 heures** précises, contre récépissé et devra porter la mention :

**«AVIS DE CONSULTATION OUVERTE POUR LA DEMANDE DE COTATION N°015/DC/MINADER/PND/CF/CIPM/2019 DU 02. AVR. 2019... RELATIVE A L'ACQUISITION DES ENGRAIS AU PROJET NATIONAL DU DEVELOPPEMENT DES CULTURES FRUITIERES (PND/CF) »**

*« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »*

#### **12. Recevabilité des Offres**

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément au listing prévu au Règlement de la Consultation. Elles devront obligatoirement dater de moins de (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Consultation.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier de consultation pour cette Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement bancaire ou conformément à l'Article 90 (7) du Code des Marchés Publics qui stipule que les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux, ainsi que les organismes de la société civile peuvent produire, à la place de la caution de soumission, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit un hypothèques légale, soit une caution d'un Ets bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur, entraînera le rejet pur et simple de l'Offre sans aucun recours.

#### **13- Ouverture des offres**

L'ouverture des offres aura lieu le **02. MAI. 2019** à **15 heures** Précises à la Salle de Conférences de la DESA, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINADER.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandaté ayant une parfaite connaissance du dossier.

#### **14- Principaux critères éliminatoires**

- Absence du cautionnement de soumission;
- Non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- Non-respect des spécifications techniques ;

5  
1 D

- Non-respect des modèles de pièces ;
- Absence des échantillons des produits;
- Dépassement du délai de livraison ;
- Arrêté d'homologation en cours de validité pour les sociétés détentrices de l'homologation, ou une lettre de la société détentrice de l'homologation par laquelle elle autorise ladite société à postuler au présent appel d'offres datant d'au plus trois (03) mois ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises détaillantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics.

**NB :** Toutes les pièces doivent être certifiées conformes par une autorité administrative compétente et datant de moins de 03 mois.

**15- Attribution**

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre Commande au Soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

**16- Durée de validité des Offres**

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant soixante (60) jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

**17- Renseignements Complémentaires**

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables au Service des Marchés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural à Yaoundé, Tel 222 22 16 24.

**18. Dénonciations**

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 ou 699 37 07 48

Yaoundé, le 2 AVR 2019

Le Ministre



*[Handwritten signature]*

Gabriel MBAIROBE

**AMPLIATIONS :**

- ARMP
- Président CIPM
- Service des Marchés.



OPENED NATIONAL QUOTATION REQUEST TO TENDER  
N°015/ONQR/MINADER/ITB/NPDFC/2019 OF THE ... 1-2-AVR-2019 FOR THE SUPPLY THE MINERAL  
FERTILIZERS AT THE MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPPEMENT TO THE  
NATIONAL PROJECT OF DEVELOPMENT OF FRUITS CULTURES (NPDFC).

*FINANCING: BIP MINARD - Budget of NPDFC, Exercise 2019*

**1- Subject of the tender**

Within the framework of improving the productivity of small and medium size farm holders, the Minister of Agriculture and Rural Development hereby launches an Opened National Quotation Request to tender for the supply mineral fertilizers to MINADER.

**2- Nature of service**

The services to be provided by this contract include:

N°	Designation	Quantity
01	Urea 46% N ( bag of 50 kg)	227
02	21% Sulphate of ammonia and 24% sulphate ( bag of 50 kg)	227
03	20 10.10 N.P.K (bag of 50kg)	227

**3. Delivery and place deadline**

3.1. The maximum delivery deadline provided for by the contracting Authority shall be one (01) month.

3.2. The supplies subject of this contract will be delivered in the stores of **MINARD** in Nkolbisson/Yaounde.

**4. Allotment**

The supplies shall be divided into single lot.

**5. Estimated cost**

The estimated cost of the operation following prior studies stands at fifteen million (15 000 000) CFA francs.

**6. Participation and origin**

Participation to this invitation to tender is open to all certified Cameroonian based suppliers with proven experience in this domain.

**7. Financing**

Services forming the subject of this invitation to tender shall be financed by BIP MINADER - **Budget of NPDFC, Exercise 2019; Imputation: 53 30 392 01 330001 2275.**

**8. Bid bond**

Each bidder must include in his administrative document, a provisional bid bond issued by a bank approved by the Ministry of finance of an amount of an amount of three hundred and thousand (300 000) FCFA and valid for thirty (30) days beyond the validity of offers.

In accordance with Article 90 (7) of the Public Procurement Code, which stipulates that small and medium-sized enterprises with capital and national leaders, as well as civil society organizations, may produce, in place of the bid bond, a certified check, either a bank check or a legal hypothec, or a deposit from a bank account or an approved financial institution in accordance with the laws in force.

*[Handwritten signature]*

### **9. Consultation of the tender file**

The file may be consulted during working hours at the Contracts' Service of the Department of Material and Financial Resources of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé telephone: 222 22 16 24 as soon as this notice is published.

### **10. Acquisition of tender file**

The file may be obtained from the Contracts' Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé telephone: 222 22 16 24 as soon as this notice is published against payment of non-refundable sum twenty-six thousand (26 000) Francs CFA francs, payable at Public Treasury.

Also, the tenderers will have to register, making sure at the same time that their address (postal, telephone, fax, e-mail) is provided in the Contract's Service during working hours.

### **11. Submission of offers**

Tenders should be written in English or French and in five (05) copies with one (01) original and four (04) photocopies. This file should reach the Contracts' Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé, on or before ~~the 02 MAY 2019~~ exactly 2.00 Pm local time and should carry the following:

**"OPENED NATIONAL QUOTATION REQUEST TO TENDER**

**N°015/ONQR/MINADER/ITB/PNDFC/2019 OF THE 12 AVR. 2019... FOR THE SUPPLY THE MINERAL FERTILIZERS AT THE MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPPEMENT TO THE NATIONAL PROJECT OF DEVELOPMENT OF FRUITS CULTURES (NPDFC)**

***"To be opened only during the bids analysis session"***

### **12. Admissibility of offers**

Under risk being reject, the other administrative documents required must be produced in originals or true copies certified by the issuing service or an administrative authority in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender.

They must be older than three (03) months preceding the original date of submission of bids or must not have been established after the signing of the tender notice. Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of this notice an Tender File shall be declared inadmissible.

This applies especially the absence of a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance. Specify the approved publication organ (JDM, Cameroon-Tribune). At the Public Treasury for government departments, in the CAS- ARMP Special Account N°335988 at BICEC for Public Administrative Establishments, Public.

### **13. Opening of bids**

The bids shall be opened in a single phase.

The opening of the administrative documents and the technical and financial offers will take place on ~~02 MAY 2019~~ at 03 pm local time by the Tenders Board of the Ministry of Agriculture and Rural Development in the conference hall DESA.

Only bidders can attend or be duly represented by a person of their choice.

### **14. Main eliminatory criteria**

Bids shall automatically be rejected when:

- Absence of administrative documents;
- Absence or non-conformity of a bid bond issue by a bank approved by the Ministry of finance
- False or falsified documents;
- Non respect of delivery deadline;
- Non-respect of technical specifications
- Non respect the models of pieces;
- Absence of product samples;

- Absence of an agreement as a recognised distributor of phytosanitary products, furthermore a letter from the company bearing the certification granting the tenderer the possibility to postulate to this tender; of the approval of the MINARD of current validity.
- Absence of the declaration on the honour to have given up a market during three last years and only the company is not reproduced on the list of the failing companies annually established by the Minister for the Public Markets.

**15. Attribution**

The Contracting Authority shall attribute the contract to the tenderer who is in conformity with the specifications of the tender document, disposes technical and financial capacities to execute the contract and who has been evaluated as the least bidder.

**16. Validity of offers**

Bidders will remain committed to their tenders for a maximum period of **sixty (60) days** from the deadline set for the submission of tenders.

**17. Complementary information**

Complementary technical information may be obtained during working hours from the Contract's Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé telephone: 222 22 16 24.

**18. Denunciations**

For any act of corruption, kindly call or send an SMS to MINMAP at the following numbers 673 20 57 25 or 699 37 07 48.

Done in Yaounde, the 12 AVR 2019

The Minister



Gabriel MBAIROBE

**Copies:**

- ARMP
- Chairpersons of Tender Board
- Contracts Service

**PIECE N° 2**  
**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### A. LE DOSSIER DE CONSULTATION

#### ARTICLE 1 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

1.1. Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural dénommé « l'Autorité Contractante », lance une Consultation Ouverte pour l'acquisition et distribution des engrais tel que repartie :

N°	Désignation	Quantité
01	Urée 46 %N (50kg)	277
02	21% Sulfate d'ammoniac et 24% sulfate (50Kg)	277
03	NPK 20.10.10 (50 kg)	277

1.2. Le dossier de consultation comprend les documents ci-après :

- a) l'avis en français et en anglais ;
- b) le règlement de la consultation ;
- c) le modèle de soumission ;
- d) les spécifications techniques ;
- e) le bordereau des prix unitaires ;
- f) le cadre du devis estimatif et quantitatif ;
- g) le projet de Lettre Commande ;
- h) le modèle de tableau de comparaison des offres ;
- i) les modèles des pièces ;
- j) la liste des Ets financiers et compagnies d'assurances agréées par le MINFI.

1.3. Le prestataire devra examiner les instructions, modèles, conditions et spécifications contenues dans le dossier de consultation.

### B. PREPARATION DES OFFRES

#### ARTICLE 2 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre ainsi que toutes les correspondances constituant l'offre seront rédigées en français ou en anglais.

#### ARTICLE 3 : CONSTITUTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF

Le dossier administratif à soumettre doit impérativement comprendre les pièces suivantes

- la déclaration d'intention de soumissionner timbrée datée et signée;
- l'Attestation de non redressement ;
- la Déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un Marché au cours des trois (03) dernières années ;
- l'Attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance ou tout autre document établi par l'institution compétente du pays de résidence du soumissionnaire étranger datant de moins de trois (03) mois et datant la date de remise des offres ;
- le cautionnement bancaire délivré par un Ets financier agréé par le MINFI et Conformément à l'Article 90 (7) du Code des Marchés Publics qui stipule que les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux, ainsi que les organismes de la société civile peuvent produire, à la place de la caution de soumission, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit un hypothèque légale, soit une caution d'un Ets bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur. Il est de trois cent mille (300 000) Francs CFA ;
- l'Attestation de CNPS datant de moins de 03 mois ;
- l'Attestation de Domiciliation bancaire ;
- l'Attestation de non participation aux marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- la quittance d'achat du Dossier de consultation délivrée par le Trésor public, d'un montant de vingt-six mille (26 000) Francs CFA ;
- le Procès-Verbal de constitution de la entreprise ;
- la Carte d'identité attribuable ;

- le Registre de commerce certifié;
- l'Attestation de localisation.

#### **ARTICLE 4 : DOSSIER TECHNIICO-FINANCIER ET SON CONTENU**

Le dossier technico-financier à soumettre doit impérativement comprendre :

- la lettre de soumission ou l'acte d'engagement ;
- les Spécifications Techniques (ST);
- le devis estimatif et quantitatif ;
- le projet de la Lettre Commande paraphé sur toutes les pages et signé à la fin du document.
- le bordereau des prix unitaires.

#### **ARTICLE 5 : OFFRE**

5.1. Le prestataire précisera dans la soumission le lieu de livraison et les prix hors taxes sur la valeur ajoutée (HTVA) et toutes taxes comprises (TTC) et tous droits de douanes.

5.2. Le prestataire complétera le bordereau descriptif et quantitatif fourni dans le dossier de consultation, en indiquant les différentes rubriques dans la ligne qui lui est réservée, les prix unitaires, le prix total pour chaque rubrique.

5.3. Le prestataire remplira et signera le projet de Lettre Commande.

#### **ARTICLE 6 : MONNAIE DE L'OFFRE**

Les prix seront libellés en francs CFA.

#### **ARTICLE 7 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les offres seront valables pour la période de **soixante (60) jours** à compter de la date de l'ouverture des plis.

#### **C. DEPOT DES OFFRES**

##### **ARTICLE 8 : CACHETAGE ET MARQUAGE DES OFFRES**

Les soumissionnaires placeront l'original et **quatre (04) copies** de leurs offres dans une enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure devra contenir **deux (02) enveloppes** cachetées :

- adressée au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans le dossier de consultation ;
- portant le nom du projet, le titre et le numéro de la consultation indiqués dans le dossier de consultation.

La **première enveloppe** portera la mention "**Pièces Administratives**" et contiendra les pièces mentionnées à l'article 3.

La **deuxième enveloppe** portera la mention "**Offre Technico-Financière**" et contiendra les pièces mentionnées à l'article 4.

Toute soumission non conforme en tous points aux prescriptions de la présente consultation sera **rejetée**.

##### **ARTICLE 9 : DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES**

Les Offres doivent être reçues à l'adresse et au plus tard à l'heure et à la date mentionnées dans l'Avis de Consultation de la Demande de Cotation au point 10.

#### **D. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES**

##### **ARTICLE 10 : OUVERTURE DES PLIS**

La Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) du MINADER ouvrira les plis en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

L'ouverture des plis aura lieu le ..... à **15 heures précises**.

##### **ARTICLE 11 : VERIFICATION DE LA CONFORMITE ET COMPARAISON DES OFFRES**

La CIPM procédera à la vérification de la conformité et à la comparaison des offres en procédant dans l'ordre suivant :

\* l'examen de la conformité des offres au plan administratif et du point de vue des délais et des spécifications techniques ;

\* comparaisons des offres financières : la vérification des opérations arithmétiques, en utilisant le cas échéant les prix unitaires en lettres pour procéder aux corrections nécessaires ;

\* l'élaboration d'un tableau récapitulatif des offres ;

\* Critères éliminatoires.

- Absence du cautionnement de soumission;
- Non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- Non-respect des spécifications techniques ;
- Non-respect des modèles de pièces ;
- Absence des échantillons des produits ;
- Dépassement du délai de livraison;
- Arrêté d'homologation en cours de validité pour les sociétés détentrices de l'homologation, ou une lettre de la société détentrice de l'homologation par laquelle elle autorise ladite société à postuler au présent appel d'offres durant d'au plus trois (03) mois ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics.

#### **ARTICLE 12 : DROIT DE MODIFIER LES QUANTITES**

Le Maître d'Ouvrage, au moment de l'attribution de la lettre commande, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer de 15% au plus la quantité des fournitures et de services spécifiés dans le Bordereau des quantités, sans changement de prix unitaires ou d'autres termes et conditions.

#### **ARTICLE 13 : ATTRIBUTION DE LA LETTRE COMMANDE**

La CIPM propose l'attribution de la lettre commande au cocontractant, dont elle aura déterminé que l'offre est conforme pour son effet aux dispositions du dossier de consultation, et qu'elle est l'offre la moins-disante.

#### **ARTICLE 14 : COMMUNIQUÉ DE L'ATTRIBUTION DE LA LETTRE COMMANDE**

Le Maître d'Ouvrage décide de l'attribution et publiera le résultat de la consultation ouverte, par voie de presse et/ou par voie électronique en complémentant :

- a) le nom du titulaire ;
- b) l'objet de la consultation ;
- c) le délai de livraison ;
- d) Le montant de la Lettre Commande.

#### **ARTICLE 15 : SIGNATURE DE LA LETTRE COMMANDE**

Dans les quinze (15) jours suivant l'attribution, la Lettre Commande sera signée par le Maître d'Ouvrage et sera notifiée au Cocontractant qui se chargera de l'enregistrer selon la procédure en vigueur.

#### **ARTICLE 16 : CORRUPTION ET MANŒUVRES FRAUDULEUSES**

Le Président, les membres de la Commission et les soumissionnaires doivent observer en tout temps, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes. Ils doivent notamment s'interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses. En vertu de ce principe, les expressions ci-dessus sont définies de la façon suivante :

- (i) «corruption» ou «corruptio» quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un Marché, et
- (ii) «manœuvres frauduleuses» quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage. «Manœuvres frauduleuses» comprend notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (complicité des fournisseurs de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux

ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d'Ouvrage des avantages de cette dernière.

- (iii) Tout soumissionnaire passible de corruption et de manœuvre frauduleuse verra son offre rejetée conformément au Code des Marchés Publics.

**PIECE : N° 3**  
**SPECIFICATIONS TECHNIQUES**



# I- SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES ENGRAIS

N°	Désignation
01	Urea 46 %N
02	21% Sulfate d'ammoniac et 24% sulfate
03	NRK 20.10.10

PIECE : N° 4  
CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

## CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N°	Désignation	Prix unitaire en toutes lettres hors TVA	Unité	Prix unitaires en chiffres HTVA
01	Urée 46 %N (sac de 50kg)			
02	21% Sulfate d'ammoniac et 24% sulfate (sac de 50 kg)			
03	NPK 20,10,10 (sac de 50 kg)			

Nom du Soumissionnaire.....

(Insérer le nom du soumissionnaire)

PIECE N° 5

CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

**CADRE DU DEVIS ESTIMATIF ET QUANTITATIF**

N°	Description détaillée de l'article	Quantité	Prix unitaire (En chiffres et en lettres)	Prix Total
1	Urée 46 %N (sac de 50kg)	277		
2	21% Sulfate d'ammoniac et 24% sulfate (sac de 50 kg)	277		
3	N.P.K 20.10.10 (sac de 50 kg)	277		
<b>TOTAL (H TVA)</b>				
<b>TVA (19, 25%)</b>				
<b>IR ( 2,2% ou 5,5% TH TVA)</b>				
<b>NET A PAYER</b>				
<b>TOTAL (TTC)</b>				

Total toutes taxes comprises (lettres) : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ francs CFA.

PIECE : N° 6  
TABLEAU DE COMPARAISON DES OFFRES

### TABLEAU DE COMPARAISON DES OFFRES

N°	Noms des soumissionnaires	Adresse	Conformité de l'offre		Livraison		Prix total TTC	Observations
			Oui	Non	Délai	Lieu		
1								
2								
3								
4								

**Membres de la Commission Interne de Passation des Marchés :**

Nom

Fonction

Signature

PIECE : N° 7  
MODELE DE LETTRE COMMANDE



LETTRE COMMANDE N° \_\_\_\_\_/LC/MINADER/ /PNDCF/CIPM/2019 DU \_\_\_\_\_

PASSEE APRES CONSULTATION OUVERTE POUR UNE DEMANDE DE COTATION  
N°015/DC/MINADER/CIPM/PNDCF/2019 DU ..... RELATIVE A L'ACQUISITION ET  
DISTRIBUTION DES ENGRAIS AU PROJET NATIONAL DU DEVELOPPEMENT DES CULTURES  
FRUITIERES (PNDCF).

TITULAIRE :

OBJET : FOURNITURE DE :

DELAI DE LIVRAISON : UN (01) MOIS

LIEU DE LIVRAISON : MAGASINS DU MINADER A NKOLBISSON/YAOUNDE

MONTANT :

FINANCEMENT : BIP MINADER - BUDGET DU PNDCF, EXERCICE : 2019

IMPUTATION : 53 30 392 01 330001 2275

SOUSCRITE            LE \_\_\_\_\_  
SIGNEE                LE \_\_\_\_\_  
NOTIFIEE             LE \_\_\_\_\_  
ENREGISTREE        LE \_\_\_\_\_

**ENTRE :**

Le GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN, représenté par le Vice Premier Ministre,  
Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, ci-après dénommé :

**«LE MAITRE D'OUVRAGE»**

**D'UNE PART,**

**ET**

\_\_\_\_\_ B<sup>o</sup> \_\_\_\_\_, Tél. \_\_\_\_\_

Dont le siège social est situé à \_\_\_\_\_

Représenté par son Directeur Général ci - après désigné

**« LE COCONTRACTANT »**

**D'AUTRE PART,**

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

# SOMMAIRE

Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Titre II : Spécifications Techniques (ST)

Titre III : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Titre IV : Devis Estimatif et Quantitatif (DEQ)

**Titre I: Cahier des Clauses Administratives  
Particulières**

## SOMMAIRE

### CHAPITRE I : GENERALITES

- ARTICLE 1: OBJET DE LA LETTRE COMMANDE
- ARTICLE 2: CONSISTANCE DE LA PRESTATION
- ARTICLE 3: PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE COMMANDE
- ARTICLE 4: DEFINITIONS, ATTRIBUTIONS ET NANTISSEMENT
- ARTICLE 5: LANGUE, LOI ET REGLEMENTATION APPLICABLES
- ARTICLE 6: NORMES
- ARTICLE 7: PIECES CONSTITUTIVES DE LA LETTRE COMMANDE
- ARTICLE 8: TEXTES GENERAUX APPLICABLES.
- ARTICLE 9: COMMUNICATION
- ARTICLE 10: ORDRE DE SERVICE
- ARTICLE 11: MATERIEL ET PERSONNEL DU FOURNISSEUR

### CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

- ARTICLE 12: CAUTIONS ET GARANTIES
- ARTICLE 13: MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE
- ARTICLE 14: LIEU ET MODE DE PAIEMENT
- ARTICLE 15: VARIATION DES PRIX
- ARTICLE 16: AVANCE DE DEMARRAGE
- ARTICLE 17: INTERETS MORATOIRES
- ARTICLE 18: PENALITES DE RETARD
- ARTICLE 19: REGIME FISCAL ET DOUANIER
- ARTICLE 20: TIMBRES ET ENREGISTREMENT DE LA LETTRE COMMANDE

### CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS

- ARTICLE 21: BREVET
- ARTICLE 22: LIEU ET DELAI DE LIVRAISON
- ARTICLE 23: ROLES ET RESPONSABILITES DU FOURNISSEUR
- ARTICLE 24: TRANSPORT ET ASSURANCE

### CHAPITRE IV : RECEPTION

- ARTICLE 25: RECEPTION PROVISOIRE
- ARTICLE 26: DELAI GARANTIE
- ARTICLE 27: RECEPTION DEFINITIVE

### CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

- ARTICLE 28: RESILIATION DE LA LETTRE COMMANDE
- ARTICLE 29: CAS DE FORCE MAJEURE
- ARTICLE 30: DIFFERENDS ET LITIGES
- ARTICLE 31: EDITION ET DIFFUSION DE LA LETTRE COMMANDE
- ARTICLE 32 : ET DERNIER: ENTREE EN VIGUEUR DE LA LETTRE COMMANDE

## CHAPITRE I : GENERALITES

### ARTICLE 1:OBJET DE LA LETTRE COMMANDE

La présente Lettre Commande a pour objet la fourniture des engrais au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural pour le compte du Projet National du Développement des Cultures Fruitières (PNDCF).

### ARTICLE 2: CONSISTANCE DE LA PRESTATION

La prestation de la présente Lettre Commande consiste en la fourniture de :

N°	Désignation	Quantité
01	Urea 46%N (sac de 50kg)	277
02	21% Sulfate d'ammoniac et 24% sulfate (sac de 50Kg)	277
03	NPK 20.10.10 (sac de 50 kg)	277

### ARTICLE 3 PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE COMMANDE

La présente Lettre Commande est passée après Consultation Ouverte pour une Demande de Cotation N°015/DC/MINADER/PNDCF/CIPM//2019 du .....

### ARTICLE 4: DEFINITIONS, ATTRIBUTIONS ET NANTISSEMENT

#### 4.1. Définitions générales et attributions

- Le Maître d'Ouvrage est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- L'Autorité Contractante est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- L'Autorité en charge du contrôle de l'effectivité de la prestation est le **Ministère des Marchés Publics**.
- Le Chef de Service du Marché est le **Coordonnateur National du Développement des Cultures Fruitières** ;
- L'Ingénieur du Marché est le **Directeur de la Réglementation et du Contrôle de Qualités des Intrants et Produits Agricoles**.
- Le Cocontractant est .....

#### 4.2. Nantissement

- L'Autorité chargée de l'ordonnancement est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- L'Autorité chargée de la liquidation des dépenses est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- Le Responsable chargé du paiement est le **Payeur Spécialisé auprès du MINADER**.
- Le Responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution de la présente Lettre Commande est le **Chef de Service du Marché**.

### ARTICLE 5: LANGUE, LOI ET REGLEMENTATION APPLICABLES

5.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

5.2. Le fournisseur s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation de la Lettre Commande. Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature de la présente Lettre Commande venaient à être modifiés après la signature de celle-ci, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

### ARTICLE 6: NORMES

6.1. Les fournitures livrées en exécution de la présente Lettre Commande seront conformes aux normes et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun ; cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.

6.2. Le fournisseur étudiera, exécutera et garantira les fournitures et prestations de la présente Lettre Commande en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

#### **ARTICLE 7: PIECES CONSTITUTIVES DE LA LETTRE COMMANDE**

Les pièces contractuelles constitutives de la présente Lettre Commande sont par ordre de priorité :

1. la lettre de soumission ou acte d'engagement ;
2. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
3. Descriptif de la fourniture (ST);
4. les éléments propres à la détermination du montant de la Lettre Commande, tels que, par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires; le détail ou le devis estimatif ; le sous-détail des prix unitaires.

#### **ARTICLE 8: TEXTES GENERAUX APPLICABLES**

La présente Lettre Commande est soumise aux textes généraux ci-après :

1. La loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat ;
2. La loi n°2018/022 du 11 décembre 2018 portant loi des finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2019;
3. Le décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics et ses textes modificatifs subséquents ;
4. Le décret n°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics et ses modificatifs subséquents ;
5. Le décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement modifié et complété par le décret n°2019/002 du 04 mars 2019 ;
6. Le décret n°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics dans ses dispositions non contraires au Code des Marchés Publics ;
7. Le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et ses textes d'application ;
8. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de fourniture mis en vigueur par arrêté n°033/CAB/PM du 13 février 2007 ;
9. Les normes en vigueur ;
10. Circulaire N°0001/C/MINFI du 28 décembre 2018 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au suivi et au Contrôle de l'exécution du budget de l'Etat, des Entreprises et des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés, pour l'exercice 2019 ;
11. La Décision N°006/D/MINMAP/SG/DAJ du 04 janvier 2018 constatant la composition des Commissions de Passation des Marchés.
12. D'autres textes spécifiques au domaine concerné par la Lettre Commande.

#### **ARTICLE 9 : COMMUNICATION**

9.1. Toutes communications au titre de la présente Lettre Commande sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après

a. Dans le cas où le fournisseur est le destinataire Madame/Monsieur.....

A son domicile situé à son siège ou à l'Agence territorialement compétent, ou le cas échéant, à côté du lieu de livraison ou de fourniture du service .....

Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Maître d'Ouvrage, au Chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la mairie de.....

b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire :

Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural avec copie adressée dans les Mêmes délais au Chef de Service du Marché et à l'Ingénieur le cas échéant.

9.2. Le fournisseur adressera toutes notifications écrites ou correspondances à l'Ingénieur du Marché, avec copie au Chef de service du Marché.

## ARTICLE 10 : ORDRE DE SERVICE

10.1. L'Ordre de Service de commencer les prestations est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié par le chef de Service du Marché avec copie à l'Ingénieur du Marché et le Payeur.

10.2. Les Ordres de Service à incidence financière ou susceptibles de modifier les délais seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de Service du Marché avec copie à l'Ingénieur du Marché et le Payeur.

10.3. Les Ordres de Service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations et sans incidence financière seront directement signés par le Chef de Service du Marché et notifiés par l'Ingénieur.

10.4. Les Ordres de Service valant mise en demeure sont signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de Service du Marché avec copie à l'Ingénieur du Marché.

10.5. Le fournisseur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'entreprise d'exécuter les ordres de service reçus.

## ARTICLE 11 : MATERIEL DU FOURNISSEUR

11.1. Matériel proposé dans l'offre  
Le fournisseur utilisera le matériel approprié proposé dans l'offre pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art.

11.2. Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

## CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

### ARTICLE 12 : GARANTIES OU CAUTIONS

#### 12.1. Cautionnement définitif

Conformément aux dispositions de l'Article 142 du Code des Marchés Publics, il n'est pas prévu de cautionnement définitif dans le cadre de cette Lettre Commande.

#### 12.2 Retenue de garantie

La retenue de garantie est fixée à 3% du montant TTC de la Lettre Commande.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement de bonne exécution sera effectuée dans un délai d'un (01) mois après la réception définitive par la main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du fournisseur.

### ARTICLE 13 : MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE

Le montant de la présente Lettre Commande, tel qu'il ressort du détail ou devis estimatif ci-joint, est de \_\_\_\_\_ (en chiffres) \_\_\_\_\_ (en lettres) francs CFA toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

- Montant HTVA : \_\_\_\_\_ ( \_\_\_\_\_ ) francs CFA ;
- Montant de la TVA : \_\_\_\_\_ ( \_\_\_\_\_ ) francs CFA ;
- Montant AIR: \_\_\_\_\_ ( \_\_\_\_\_ ) francs CFA ;
- Montant Net à Percevoir: \_\_\_\_\_ ( \_\_\_\_\_ ) francs CFA.

### ARTICLE 14 : LIEU ET MODE DE PAIEMENT

14.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le maître d'Ouvrage au fournisseur, dans les conditions indiquées dans la Lettre Commande, le fournisseur s'engage par les présentes à exécuter la Lettre commande conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics en vigueur.

14.2. Les paiements s'effectueront au compte n° \_\_\_\_\_ ouvert au nom du fournisseur à la banque \_\_\_\_\_.

### ARTICLE 15 : VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes

#### **ARTICLE 16 : AVANCE DE DEMARRAGE**

Le Maître d'Ouvrage n'accordera aucune avance de démarrage pour la présente Lettre Commande.

#### **ARTICLE 17 : INTERETS MORATOIRES**

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément des articles 166 et 167 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marché Publics.

#### **ARTICLE 18 : PENALITES DE RETARD**

##### **A. Pénalités de retard**

18.1. En cas de dépassement du délai contractuel imputable au titulaire du marché, il lui est appliqué une pénalité de retard, dont le montant est fixé comme suit :

a- Un deux millième (1/2000è) du montant TTC de la Lettre Commande de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;

b- Un millième (1/1000è) du montant du montant de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

##### **B. Pénalités spécifiques**

18.2. Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le Cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :

- Remise tardive du cautionnement définitif ;
- Remise tardive des assurances.

18.3. En tout état de cause, le montant cumulé des pénalités ne saurait excéder dix pour cent (10%) du montant TTC de la Lettre Commande de base et de ses avenants éventuels sous peine de résiliation.

#### **ARTICLE 19 : REGIME FISCAL ET DOUANIER**

La Lettre Commande est soumise en matière de fiscalité à la réglementation en vigueur dans la République du Cameroun la Lettre Commande est conclue tout taxes comprises, conformément au décret N°2003/651/PM du 16 avril 2003 qui définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des Marchés Publics. La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- Des droits d'enregistrement calculés conformément aux dispositions du code des impôts ;
- Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché :
  - o Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique ;
  - o Des droits et taxes communaux.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Sauf mention spécifique contraire, l'Entrepreneur devra supporter et payer tous droits, taxes, impôts et charges lui incombant ainsi qu'à ses sous-traitants.

#### **ARTICLE 20 : TIMBRES ET ENREGISTREMENT DE LA LETTRE COMMANDE**

Sept (07) exemplaires originaux de la Lettre Commande seront timbrés et enregistrés par les soins et au frais du fournisseur, conformément à la réglementation en vigueur.

### **CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **ARTICLE 21 : BREVET**

Le fournisseur garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

## **ARTICLE 22 : LIEU ET DELAI DE LIVRAISON**

### **22.1. Lieu de livraison**

Les fournitures, objet de la présente Lettre Commande, seront livrées dans les magasins du MINADER à Nkolbisson/Yaoundé.

### **22.2. Délai de livraison**

Le délai de livraison maximum est fixé à un (01) mois, à compter de la date de notification et de l'ordre de service de commencer la livraison.

## **ARTICLE 23 : ROLES ET RESPONSABILITES DU FOURNISSEUR**

Le fournisseur a pour mission d'assurer la fourniture des biens tels que décrits dans le ST, sous le contrôle du Maître d'œuvre et ce conformément à la présente Lettre Commande et aux règles et normes en vigueur au Cameroun.

## **ARTICLE 24 : TRANSPORT, ASSURANCE ET RESPONSABILITE CIVILE**

### **24.1. Emballage pour le transport**

Le fournisseur doit prendre toutes dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le fournisseur doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

### **24.2. Assurance**

Le fournisseur devra, à ses propres frais, contracter et maintenir en vigueur, ou faire contracter et maintenir en vigueur dans le délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la Lettre Commande, les assurances énumérées ci-dessus, pour les montants, avec les franchises et sous les autres conditions stipulées dans les spécifications techniques, et ce pendant toute la durée d'exécution de la Lettre Commande. L'identité des assureurs et la forme des polices seront soumises à l'appréciation du Maître d'Ouvrage, étant entendu que cette approbation ne devra pas être refusée sans motif légitime.

#### **a) Assurance tous risques des travaux de montage**

Couvrant la perte ou les dommages causés aux installations sur le site, survenant avant l'achèvement des installations, avec une extension de garantie couvrant la responsabilité de l'Entrepreneur au titre de la perte ou des dommages survenant pendant la période de garantie, aussi longtemps que l'Entrepreneur restera sur le site pour exécuter ses obligations pendant la période de garantie.

#### **b) Assurances de responsabilité civile vis-à-vis des tiers**

Couvrant les risques de dommage corporels causés à des tiers ou les risques de décès de tiers (y compris le personnel du Maître d'Ouvrage) et les risques de perte ou de dommage causés à des biens, survenant en relation avec la fourniture et le montage des installations.

#### **c) Assurance de responsabilité automobile**

Couvrant l'utilisation de tous les véhicules utilisés par l'Entrepreneur ou ses sous-traitants (qu'ils en soient ou non propriétaires) en relation avec l'exécution de la Lettre Commande.

#### **d) Assurance contre les accidents du travail**

Conformément aux exigences légales applicables dans tout pays ou tout ou partie de la Lettre Commande doit être exécuté.

#### **e) Assurance de responsabilité civile du Maître d'Ouvrage**

Conformément aux exigences légales applicables dans tout pays ou tout ou partie de la Lettre Commande doit être exécuté.

#### **f) Autres assurances**

Toutes autres assurances qui pourront être spécifiquement convenues entre les parties à la Lettre Commande présentes, telles qu'énumérées dans l'annexe mentionnée ci-dessus.

## CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION

### ARTICLE 25 : RECEPTION PROVISOIRE

25.1. Avant la réception provisoire, le fournisseur demande par écrit au Maître d'Ouvrage avec copie à l'Ingénieur du Marché, à l'organisme payeur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception. Cette Commission de Réception technique sera constituée:

1. du Cocontractant ;
2. du Comptable-Matières du Cabinet MINADER ;
3. et de l'Ingénieur du Marché qui dressera un rapport avant la réception proprement dite.

25.2. La Commission de réception provisoire sera composée des membres suivants:

- Le Maître d'Ouvrage ou son Représentant.....Président ;
- Le Chef de Service du Marché .....Membre ;
- L'Ingénieur du Marché.....Rapporteur ;
- Le Chef Service des Marchés du MINADER.....membre ;
- L'Agent Public chargé des opérations de la Comptabilité-Matières PNDCE.....Membre ;
- Le Cocontractant ou son Représentant dûment mandaté.....Membre ;
- Le Représentant du MINMAP assiste en tant qu'Observateur.

Les membres de la commission de réception sont convoqués au moins dix jours avant la date de réception. Le fournisseur est convoqué à la réception par courrier au moins dix (10) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister (ou de s'y faire représenter).

Il assiste à la réception en qualité d'observateur. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de réception.

La Commission examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des prestations s'il y a lieu. L'Ingénieur du marché procédera au prélèvement des échantillons des produits séance tenante pour analyse.

La visite de la réception provisoire fera l'objet du procès-verbal de réception provisoire signé sur le champ par les deux tiers 2/3 au moins des membres de la commission dont le Président.

Au cas où la réception n'est pas prononcée le procès-verbal de réception précis les réserves à lever assorties des délais, avant la prononciation de ladite réception.

### ARTICLE 26 : DELAI DE GARANTIE

La durée de garantie est conditionnée par le certificat d'analyse des produits par l'ingénieur à compter de la date de réception provisoire des prestations.

### ARTICLE 27 : RECEPTION DEFINITIVE

27.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de sept (07) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

27.2. La procédure de réception définitive est la même que celle de la réception provisoire.

27.3. La réception définitive marque la fin du marché et libère le fournisseur et Maître d'Ouvrage de toutes leurs obligations. La signature contradictoire du procès-verbal de réception définitive par les membres de la commission de réception y compris le fournisseur clôt définitivement le marché.

## CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

### ARTICLE 28 : RESILIATION DE LA LETTRE COMMANDE

28.1. La Lettre Commande est résiliée de plein droit conformément à l'article 182 du Code des Marchés Publics dans l'un des cas suivants :

a. décès du titulaire de la Lettre Commande. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage peut, s'il y a lieu, autoriser que soient acceptées les propositions présentées par les ayant droits pour la continuation des prestations ;

b. faillite du titulaire de la Lettre Commande. Dans ce cas, le Maître peut accepter s'il y a lieu, des propositions qui peuvent être présentées par les créanciers pour la continuation des prestations ;

- c. liquidation judiciaire, si le Cocontractant de l'Administration n'est pas autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise ;
- d. en cas de sous-traitance, de cotraitance ou de sous-commande sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage ;
- e. défaillance du Cocontractant de l'Administration dûment constatée et notifiée à ce dernier par le Maître d'Ouvrage par ordre de service valent mise en demeure ;
- f. non-respect de la législation ou de la réglementation du travail ;
- g. variation important des prix dans les conditions définies par le cahier des clauses administratives générales, suite à la notification des conditions économiques ou des quantités initiales de la Lettre Commande ;
- h. manœuvre frauduleuses et corruption dûment constatées.

28.2. Le marché peut également être résilié dans les conditions stipulées aux articles 74, 75 et 76 du CCAG, notamment dans l'un des cas de :

- a. En cas de force majeure et après avis de l'autorité chargée des marchés publics en l'absence de toute responsabilité du Cocontractant de l'administration sans préjudice des indemnités auxquels ce dernier peut prétendre ;
- b. Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant des prestations ;
- c. Refus de la reprise des prestations non conformes ;
- d. Défaillance du fournisseur ;
- e. Non-paiement persistant des prestations.

#### **ARTICLE 29: CAS DE FORCE MAJEURE**

En cas de force majeure, le Cocontractant ne pourra voir sa responsabilité dérogée que s'il a averti par écrit le Maître d'Ouvrage de son intention d'évoquer ce cas de force majeure, et ce avant la fin du troisième (3ème) jour qui a succédé à l'événement. En tout état de cause, il appartient au Maître d'Ouvrage d'apprécier ce cas de force majeure et les preuves fournies.

#### **ARTICLE 30 : DIFFERENDS ET LITIGES**

Les différends ou litiges nés de l'exécution de la présente Lettre Commande peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable. Lorsqu'aucune solution à l'amiable ne peut être apportée au différend celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

#### **ARTICLE 31: EDITION ET DIFFUSION DE LA LETTRE COMMANDE**

Huit (08) exemplaires de la présente Lettre Commande seront édités par les soins du fournisseur et fournis au Chef de Service.

#### **ARTICLE 32 : ET DERNIER : ENTREE EN VIGUEUR DE LA LETTRE COMMANDE**

La présente Lettre Commande ne deviendra définitive qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Elle entrera en vigueur dès sa notification au fournisseur par ce dernier.

PAGE \_\_\_\_\_ ET DERNIERE DE LA LETTRE COMMANDE N° \_\_\_\_\_ /LC/MINADER/PNDCF/CIPM/2019  
PASSEE APRES CONSULTATION OUVERTE POUR UNE DEMANDE DE COTATION  
N°015/DC/MINADER/PNDCF/CIPM/2019 DU ..... RELATIVE A L'ACQUISITION ET  
DISTRIBUTION DES ENGRAIS AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT  
RURAL POUR LE COMPTE DU PROJET NATIONAL AU DEVELOPPEMENT DES CULTURES  
FRUITIERES (PNDCF).

MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE: \_\_\_\_\_

DELAI ET LIEU DE LIVRAISON : UN (01) MOIS/MAGASINS DU MINADER NKOLBISSON/YAOUNDE

LUE ET APPROUVEE PAR :

LE COCONTRACTANT

YAOUNDE, LE \_\_\_\_\_

SIGNEE PAR :

Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural

YAOUNDE, LE \_\_\_\_\_

ENREGISTREMENT

**PIECE : N° 8 :**  
**MODELES DES PIECES**

## ANNEXE N°1 : MODELE DE LA LETTRE DE SOUMISSION

Je soussigné.....(indiquer le nom et la qualité du signataire) représentant de la Société, l'entreprise ou le groupement.....dont le siège social est à .....inscrite au registre du commerce de.....sous le n°.....

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier d'Appel d'Offres y compris les additifs N°.....(rappeler l'objet de l'appel d'offres)

Me soumet et m'engage à livrer les fournitures conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à (en chiffres et en lettres).....francs CFA Hors TVA, et à.....francs CFA toutes taxes comprises (en chiffres et en lettres)

M'engage à livrer les fournitures dans un délai de.....mois

M'engage en outre à maintenir mon offre dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :.....

.....  
L'Administration se libérera les sommes dues par elle au titre de la présente Lettre Commande en faisant donner crédit au compte N°.....ouvert au nom de.....auprès de la banque.....Agence de.....

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à

.....le.....

Signature de .....

En qualité de.....

Dûment autorisé à signer les soumissions pour et nom de.....

## ANNEXE N°2 : MODELE DU CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Adresse à (indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse), « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que le Fournisseur ....., ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du ..... Pour (rappeler l'objet de l'appel d'offres), ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à (indiquer le montant) francs CFA,

Nous ..... (nom et adresse de la banque), représentée par ..... (noms des signataires), ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de (indiquer le montant) Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires. .

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;

Où

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du marché par le Maître d'ouvrage pendant la période de validité :

- Manque à signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ;
- Manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à.....,le.....

Signature de la banque

**ANNEXE 3 : DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER**

A insérer en annexe à la

Je soussigné,

Nationalité :

Domicile :

Fonction :

En vertu de mes pouvoirs de Directeur Général, après avoir pris connaissance du Dossier de Consultation N°.....relative à.....  
Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet Appel d'Offres.

**ANNEXE N° 4 : MODELE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné M..... Directeur  
Général de : ..... BP : ..... NIU.....,  
Soumissionnaire (références de l'Appel d'Offres).....

En application des dispositions de la lettre-circulaire

N°004/LC/MINMAP/CAB du 25 janvier 2017 relative à la prise en compte des défaillances des entreprises dans l'exécution des marchés antérieurs pour l'attribution de nouveaux marchés,

Déclare sur l'honneur par la présente :

1. N'avoir abandonné aucun marché au cours de trois (03) dernières années sur l'ensemble du territoire national ;
2. Que .....(nom de la structure).....ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies annuellement par le Ministre des Marchés Publics.

En foi de quoi la présente déclaration sur l'honneur est établie et signée pour servir et valoir ce que de droit

Fait à .....

Nom et Prénom, Signature du responsable de la structure.

**PIECE : N°9**

**LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES  
FINANCIERS HABILITES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE  
CADRE DES MARCHES**

**LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS DE  
PREMIER RANG AGREES PAR LE MINISTRE DES FINANCES, AUTORISES A  
EMETTRE LES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS.**

**I) BANQUES**

- 1- Afriland First Bank (First Bank), BP: 11 834, Yaoundé ;
- 2- Banque Atlantique Cameroun (BACM), BP: 2 933, Douala
- 3- Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), BP : 12962,  
Yaoundé
- 4- Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFIBANK), BP : 600  
Douala ;
- 5- Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC), BP : 1925,  
Douala ;
- 6- Bank of Africa (Cameroun), BP 4593, Douala
- 7- CitiBank Cameroun (CITIGROUP), 4571, Douala;
- 8- Commercial Bank of Cameroon (CBC), BP: 4004, Douala;
- 9- Ecobank Cameroun (ECOBANK), BP: 582, Douala;
- 10- National Financial Credit Bank (NFC-BANK), BP: 6578, Yaoundé;
- 11- Société Commerciale de Banques-Cameroun (SCB-Cameroun), BP : 300, Douala ;
- 12- Société Générale Cameroun (SGC), BP : 1042, Douala ;
- 13- Standard Chartered Bank Cameroun (SCBC), BP: 1784, Douala;
- 14- Union Bank of Cameroun PLC (UBC), BP: 2088, Douala;
- 15- United Bank of Africa (UBA), BP: 2088, Douala.
- 16- Crédit Communautaires d'Afrique Bank (CCA Bank)

**II) COMPAGNIES D'ASSURANCES**

- 17- Activa Assurances, B.P : 12 970 Douala ;
- 18- Assurance et Réassurance Africaine (AREA) B.P : 1531, Douala. ;
- 19- Atlantique Assurances S.A. B.P : 2933, Douala.;
- 20- Beneficial General Insurance S.A. B.P: 2328, Douala.
- 21- Chanas Assurances, B.P : 109 Douala ;
- 22- CPA S.A. B.P : 54, Douala.
- 23- Proassur B.P : 5963, Douala.
- 24- SAAR S. A. B.P : 1011, Douala.
- 25- Nsia Assurances S.A, BP : 2759 Douala
- 26- Saham Assurances, B.P : 11 315 Douala.
- 27- Zenithe Insurance, B.P : 1540, Douala.